

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 13088
Numéro SIREN : 542 016 951
Nom ou dénomination : ISS PROPLETE

Ce dépôt a été enregistré le 26/02/2021 sous le numéro de dépôt 27724



2102775801



REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : ISS PROPLETE

Numéro RCS : 542 016 951

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Numéro Gestion : 2000B13088

Adresse : 12 R FRUCTIDOR
75017 PARIS

Numéro du Dépôt : 2021R027724 (2021 27758)

Date du Dépôt : 26/02/2021

- Type d'acte : Procès-verbal

Date de l'acte : 31/12/2020

Décision 1 : Fusion définitive

Décision 2 : Réduction du capital social

Décision 3 : Extension de l'objet social

Décision 4 : Modification(s) statutaire(s)

fait à Paris, le 26 février 2021



Ref. de la bme
FACILITY SERVICES

Relevé à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 31/12 2020 Dossier 2021 00007174, référence 7564P61 2020 A 21961
Enregistrement : 125 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

008 1078
ISS PROPRETÉ

RCS PARIS n° 542 016 951

Siège social : 12 rue Fructidor 75017 Paris

Capital social : 165.000.000 euros

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN
DATE DU 31 décembre 2020**

*PA 31 12 20 PA
AK
PA
M*

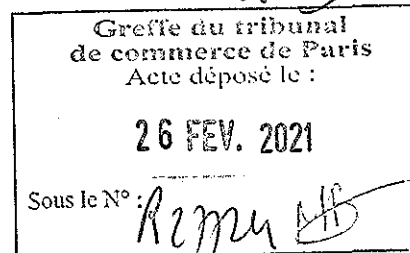
Monsieur Richard DUJARDIN,

Agissant en qualité de Président de la société ISS HOLDING PARIS, société par actions simplifiée au capital de 407.198.551,22 euros, ayant son siège social au 12 rue Fructidor 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 423 099 399 et Associé unique de la société ISS PROPRETÉ,

En présence de :

- Monsieur Richard DUJARDIN, Président
- Monsieur François NOVAT, Secrétaire

Le Commissaire aux Comptes, dûment convoqué, est excusé.



Après avoir pris connaissance :

- du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 19 novembre 2020 entre la Société et la société ISS FACILITY MANAGEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 4.300.000 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75017), 12 rue Fructidor, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 453 829 079 et publié au Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales le 27 novembre 2020 pour la Société et pour la société ISS FACILITY MANAGEMENT, aux termes duquel il est fait apport par la société ISS FACILITY MANAGEMENT à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 18.602.585 euros, avec une prise en charge du passif évalué à 23.627.948 euros, soit un actif net apporté s'élevant à un montant de -5.025.363 euros, sur la base des comptes de la société ISS FACILITY MANAGEMENT au 31 décembre 2019 ;
- de l'avis favorable du Comité Social et Economique de la Société rendu le 28 Septembre 2020, concernant la fusion envisagée ;
- de l'avis défavorable du Comité Social et Economique de la société ISS FACILITY MANAGEMENT rendu le 15 octobre 2020, concernant la fusion envisagée ;
- des récépissés de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris ;

M

- du certificat de non opposition délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris ;
- du rapport du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital,
- du rapport de la Présidente,
- du texte des projets de décisions ;
- des statuts de la Société.

A décider sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du projet de fusion par voie d'absorption de la société ISS FACILITY MANAGEMENT (453 829 079 RCS PARIS) par la Société ; approbation des apports-fusion et de leur évaluation ;
- Constatation de la réalisation de la fusion et de la dissolution simultanée sans liquidation de la société ISS FACILITY MANAGEMENT ;
- Apurement des pertes antérieures sur les réserves ;
- Réduction de capital social motivée par des pertes et modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;
- Extension de l'objet social de la Société et modification corrélative de l'article 2 des statuts ;
- Pouvoirs pour formalités.

L'Associé unique prend les résolutions suivantes, figurant à l'ordre du jour :

PREMIÈRE DÉCISION

*Approbation du projet de fusion par voie d'absorption
de la société ISS FACILITY MANAGEMENT par la Société*

L'Associée Unique approuve purement et simplement le projet de fusion-absorption de la société ISS FACILITY MANAGEMENT dans toutes ses stipulations.

L'Associée Unique approuve notamment la transmission universelle du patrimoine de la société ISS FACILITY MANAGEMENT, ainsi que l'évaluation à leurs valeurs nettes comptables au 31 décembre 2019 des actifs et passifs transmis, la valeur du patrimoine transmis de la société ISS FACILITY MANAGEMENT ainsi évaluée, s'élevant à un montant net de -5.025.363 euros.

En outre, l'Associée Unique prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge par la Société de l'ensemble des actifs et passifs de la société ISS FACILITY MANAGEMENT avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2020.

L'Associée Unique prend acte qu'elle détient directement l'intégralité des actions de la Société et celle de la société ISS FACILITY MANAGEMENT, la fusion est soumise aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de Commerce, l'Associée Unique ayant continué à détenir la totalité de ces actions de ces deux entités jusqu'à la date de la réalisation de la fusion.

L'Associée Unique constate en conséquence qu'il ne sera procédé à aucun calcul de rapport d'échange de titres entre la Société et ISS FACILITY MANAGEMENT, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associée Unique prend acte de l'absence de toute modification importante de l'actif et du passif de la Société et de ISS FACILITY MANAGEMENT entre la date de l'établissement du traité de fusion et la date des présentes décisions, en application des articles L. 236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce.

L'Associée Unique prend également acte que la contrepartie des apports, à savoir l'actif net apporté, soit la somme de -5.025.363 €, sera inscrite au compte « Report à Nouveau » débiteur de la Société, qui sera alors porté de la somme de -63.434.500 euros, montant actuel après affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2019, à la somme de -68.459.863 euros.

DEUXIEME DÉCISION

*Constatation de la réalisation de la fusion et de la dissolution simultanée
sans liquidation de la société ISS FACILITY MANAGEMENT*

L'Associée Unique constate ainsi la réalisation de la condition suspensive prévue au chapitre IV du traité de fusion et en conséquence la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société ISS FACILITY MANAGEMENT par la Société, ainsi que la dissolution sans liquidation de la société ISS FACILITY MANAGEMENT avec effet ce jour, date de réalisation juridique de la fusion, et rétroactivement d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2020.

TROISIEME DÉCISION

Apurement des pertes antérieures sur les réserves

L'Associée Unique, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente et afin d'apurer une partie des pertes antérieures à hauteur de 16.723.935 euros, décide de prélever :

- la somme de 202.935 euros sur le compte « Primes », qui sera alors ramené à la somme de 0 euro,
- la somme de 21.000 euros sur le compte « Autres Réserves », qui sera alors ramené à la somme de 0 euro,
- et la somme de 16.500.000 euros sur le compte « Réserve Légale », qui sera alors ramené à la somme de 0 euro.

Afin de les affecter au compte « Report à nouveau » débiteur qui sera alors ramené de la somme de -68.459.863 euros, à la suite de l'approbation de la fusion objet de la première décision ci-dessus, à la somme de -51.735.928 euros.

QUATRIEME DÉCISION

Réduction de capital social motivée par des pertes

L'Associée Unique, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente et du rapport du Commissaire aux Comptes, décide de réduire le capital social d'une somme de 80.000.000 euros pour le ramener de 165.000.000 euros à 85.000.000 euros, par résorption du compte « Report à nouveau » débiteur à hauteur de -51.735.928 euros, le solde, soit la somme de 28.264.072 euros correspondant à des pertes provisionnelles au titre de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020, étant affecté à un compte de « réserve spéciale ».

Les pertes définitives de l'exercice clos le 31 décembre 2020 devront être affectées sur le compte de « réserve spéciale » constituée dans le cadre de la présente réduction de capital.

Dans l'hypothèse où, après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le compte de « réserve spéciale » ne serait pas intégralement apuré, le solde demeurera indisponible, à savoir qu'il ne pourra pas être distribué et pourra uniquement être utilisé pour apurer les pertes futures ou pour être incorporé au capital social.

L'Associée Unique décide de réaliser cette réduction de capital par voie de réduction de la valeur nominale des 13.599.733 actions existantes qui serait ramenée de la somme d'environ 12,13 euros à la somme d'environ 6,25 euros chacune, entièrement libérées.

En conséquence, l'Associée unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté un nouveau paragraphe libellé comme suit :

« (...) »

Par décision du 31 décembre 2020, l'Associée Unique a décidé de réduire le capital social, afin d'apurer les pertes, d'une somme de 80.000.000 euros, pour le ramener de la somme de 165.000.000 euros à la somme 85.000.000 euros, par voie de réduction de la valeur nominale ramenée de la somme d'environ 12,13 euros à la somme d'environ 6,25 euros ».

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS EUROS (85.000.000 euros) divisé en 13.599.733 actions, toutes de même catégorie entièrement souscrites et libérées. »

CINQUIEME DÉCISION

Extension de l'objet social de la Société

L'Associée Unique, après avoir entendu lecture du rapport de la Présidente, décide de modifier l'objet social de la société pour y adjoindre la possibilité d'exercer toutes sortes de prestations de services aux entreprises dans le cadre de contrats multiservices.

En conséquence, l'Associée Unique décide d'ajouter sous le quatrième paragraphe de l'article 2 des statuts intitulé « *Objet* », un paragraphe qui sera rédigé de la manière suivante :

« ARTICLE 2 – OBJET »

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

L'exploitation et la mise en valeur de toutes entreprises générales de nettoyage et d'entretien de tous locaux, particuliers, commerciaux, industriels, matériel, outillages, meubles, peintures, décorations, rabotage de parquets, etc... ainsi que tout ce qui se rattache à ces branches commerciales ; de même que la prestation de tous services, d'accueil, de mise à disposition d'hôtes, organisation d'événements et notamment de personnel administratif ou autres.

Toutes activités de manutention, de gardiennage, d'entretien de parcs et jardins, ainsi que tous travaux de peintures, de mises en état, de dératisation, de désinsectisation et de désinfection.

De manière annexe, tous types de prestations en zone aéroportuaire, notamment l'assistance en escale, l'avitailllement de compagnies aériennes.

Toutes prestations de services aux entreprises et collectivités dans le cadre de contrats multiservices, notamment dans les domaines de la propreté, des espaces verts, du génie climatique, du contrôle d'accès, de la maintenance et la gestion technique des bâtiments, système informatique installé pour gérer, organiser, planifier et surveiller les équipements comme la ventilation, l'éclairage, les systèmes d'alimentation énergétique, et toute autre compétence que le groupe ISS viendrait à acquérir et/ou à développer et toute activité se rapprochant directement ou indirectement à l'objet précité.

La prospection, la conclusion, la surveillance de la bonne exécution ainsi que la gestion comptable et administrative des contrats multiservices du groupe ISS, ainsi que tous contrats de sous-traitance y afférant.

La société peut acquérir, louer ou gérer tout commerce se rapportant à l'objet social, soit pour son compte, soit pour celui de tiers, ainsi que des participations sous toutes les formes, dans toutes affaires commerciales similaires.

De ce but, la société peut acquérir, louer, concéder tous terrains ou immeubles, faire bâtir, prendre en charge sous quelque forme que ce soit, mettre en valeur le fonds de commerce dans tous établissements ou immeubles quelconques nécessaires à son exploitation.

La société peut également faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension et le développement. »



SIXIEME DÉCISION
Pouvoirs pour formalités

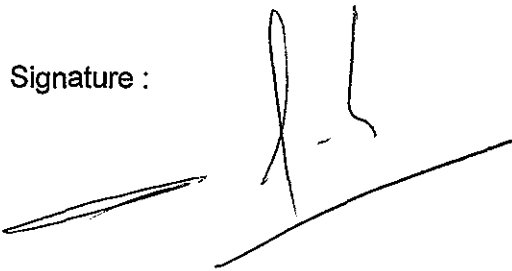
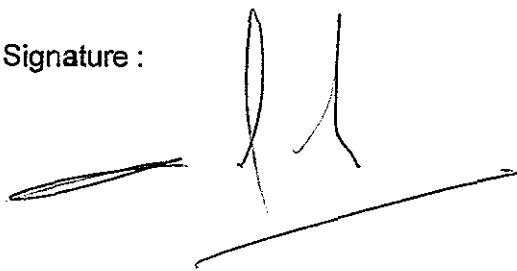
L'Associée Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

* *

*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance.

Approuvé par l'Associée Unique et signé le **31 décembre 2020**.

<u>Pour l'Associé unique</u> Représentée par Monsieur Richard DUJARDIN Signature : 	<u>Pour le Président</u> Représentée par Monsieur Richard DUJARDIN Signature : 
<u>Pour le Secrétaire</u> Monsieur François NOVAT Signature : 	



2102775802



REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : ISS PROPLETE

Numéro RCS : 542 016 951

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Numéro Gestion : 2000B13088

Adresse : 12 R FRUCTIDOR
75017 PARIS

Numéro du Dépôt : 2021R027724 (2021 27758)

Date du Dépôt : 26/02/2021

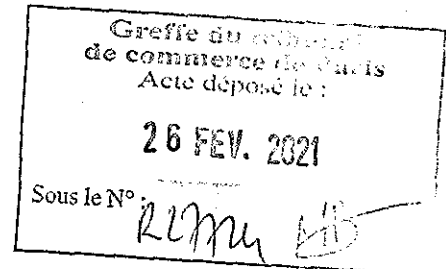
- Type d'acte : Statuts mis à jour

Date de l'acte : 31/12/2020

fait à Paris, le 26 février 2021

02 B 13-38

ISS PROPRETE
société par actions simplifiée au capital de 85 000 000 euros
Siège social : 12 rue Fructidor - 75017 Paris
542 016 951 RCS Paris



STATUTS MIS A JOUR LE 31 DECEMBRE 2020
DE TOUTES MODIFICATIONS INTERVENUES
DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Copie certifiée conforme
Par la Présidente
La société ISS HOLDING PARIS
Elle-même représentée par M. Richard DUJARDIN

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Richard Dujardin", written over a horizontal line.

ARTICLE 1 – FORME

Par décision du 15 juin 2000, la société a été transformée de société anonyme en société par actions simplifiée et les présents statuts ont été adoptés pour régir la structure et le fonctionnement de ladite société en conformité des dispositions de la loi du 24 juillet 1966 modifiée applicables.

À tout moment la société pourra selon les cas devenir pluripersonnelle ou unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

L'exploitation et la mise en valeur de toutes entreprises générales de nettoyage et d'entretien de tous locaux, particuliers, commerciaux, industriels, matériel, outillages, meubles, peintures, décorations, rabotage de parquets, etc ... ainsi que tout ce qui se rattache à ces branches commerciales ; de même que la prestation de tous services et notamment de personnel administratif ou autres.

Toutes activités de manutention, de gardiennage, d'entretien de parcs et jardins, ainsi que tous travaux de peintures, de remises en état, de dératisation, de désinsectisation et de désinfection.

De manière annexe, tous types de prestations en zone aéroportuaire, notamment l'assistance en escale, l'avitaillement de compagnies aériennes.

Toutes prestations de services aux entreprises et collectivités dans le cadre de contrats multiservices, notamment dans les domaines de la propreté, des espaces verts, du génie climatique, du contrôle d'accès, de la maintenance et la gestion technique des bâtiment, système informatique installé pour gérer, organiser, planifier et surveiller les équipements comme la ventilation, l'éclairage, les systèmes d'alimentation énergétique, et toute autre compétence que le groupe ISS viendrait à acquérir et/ou à développer et toute activité se rapprochant directement ou indirectement à l'objet précité.

La prospection, la conclusion, la surveillance de la bonne exécution ainsi que la gestion comptable et administrative des contrats multiservices du groupe ISS, ainsi que tous contrats de sous-traitance y afférant.

La société peut acquérir, louer ou gérer tout commerce se rapportant à l'objet social, soit pour son compte, soit pour celui de tiers, ainsi que des participations sous toutes les formes, dans toutes affaires commerciales similaires.

De ce but, la société peut acquérir, louer, concéder tous terrains ou immeubles, faire bâtir, prendre en charge sous quelque forme que ce soit, meure en valeur le fonds de commerce dans tous établissements ou immeubles quelconques nécessaires à son exploitation.

La société peut également faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension et le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de : ISS PROPRETE.

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 12 rue Fructidor 75017 Paris.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes et partout ailleurs par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires selon le cas.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 50 années à compter du 1er octobre 1951, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts.

La prorogation de la société doit intervenir par décision collective des actionnaires prise à l'unanimité un an au moins avant l'expiration de la durée de la société.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 29 septembre 2000, la durée de la société a été prorogée d'une nouvelle période de 50 ans, soit jusqu'au 30 septembre 2051.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté, à la constitution de la société, la somme de 2.500.000 Francs.

Par convention de fusion en date à Paris du 30 juin 2000, déposée au greffe du tribunal de commerce de Paris, et devenue définitive le 30 juin 2000, la société ISS Abilis a fait apport de la totalité de ses biens mobiliers et immobiliers ainsi que de ses passifs, apport duquel il est résulté une augmentation de capital de 1.357.473.300 Francs.

Par décisions du 29 novembre 2006, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de 60.000.000 euros, pour le porter ainsi de 132.000.000 euros à 192.000.000 euros, par voie d'élévation de la valeur nominale virtuelle des actions composant le capital social de la Société qui passe de 9, 70607 euros environ à 14, 1179 euros environ.

Par décisions du 31 décembre 2013, l'associé unique a décidé de réduire le capital social de 105.000.000 pour le porter ainsi que 192.000.000 euros à 87.000.000 euros, par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société qui passe de 14,118 euros à 6,397 euros environ.

Par décision du 30 novembre 2015, l'associé unique a décidé de réduire le capital social de 12.698.765,57 euros, pour le porter ainsi de 87.000.000 euros à 74.301.234,43 euros, par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société qui passe de 6,397 euros à 5,463 euros environ.

Par décision du 30 novembre 2015, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de 90.698.765,57 euros, pour le porter ainsi de 74.301.234,43 euros à 165.000.000 euros, par voie d'élévation de la valeur nominale virtuelle des actions composant le capital social de la Société qui passe de 5,463 euros environ à 12, 132 euros environ.

Par décision du 31 décembre 2020, l'Associée Unique a décidé de réduire le capital social, afin d'apurer les pertes, d'une somme de 80.000.000 euros, pour le ramener de la somme de 165.000.000 euros à la somme 85.000.000 euros, par voie de réduction de la valeur nominale ramenée de la somme d'environ 12,13 euros à la somme d'environ 6,25 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-CINQ MILLIONS EUROS (85.000.000 euros) divisé en 13.599.733 actions, toutes de même catégorie entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une décision collective des associés prise à la majorité des trois quarts des actions composant le capital social aux conditions suivantes :

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

Les associés peuvent aussi autoriser le Président à réaliser la réduction du capital social.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement intégral et immédiat du montant nominal des actions souscrites.

ARTICLE 10 - FORME DES TITRES

Les actions ont la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la société.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 12 - MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement.

La société est tenue de procéder à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les quinze jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE 14 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ne peuvent être cédées qu'au profit d'un actionnaire dans les conditions définies par la loi.

Les cessions d'actions consenties par une société associée au profit de l'une de ses filiales, au sens de la loi sur les sociétés commerciales, ou entre associés s'effectuent librement.

Toutes autres cessions, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives être autorisées par les associés conformément aux dispositions suivantes :

1. L'actionnaire envisageant la cession de ses actions doit notifier son projet par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président de la société en indiquant la dénomination de la société acquéreur, le montant de son capital, l'identité de ses associés et de ses dirigeants sociaux, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix par action.
2. Le Président de la société doit, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à l'actionnaire cédant la décision prise par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société ; les actions de l'actionnaire qui projette de céder ses actions n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé accepté.

3. En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut céder librement le nombre des actions indiqué dans la notification visée au 1. ci-dessus aux conditions et à la société mentionnée dans ladite notification.
4. En cas de refus d'agrément, l'actionnaire cédant doit, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de la société visée au 2. ci-dessus, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée A. R. s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément :

- soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs actionnaires ;
- soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

5. Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

ARTICLE 15 – DIRECTION

1. La société est administrée et dirigée par un Président, personne morale ou personne physique, actionnaire ou non de la société.

Le premier Président de la société est désigné par acte séparé.

2. En cours de la vie sociale, le Président est désigné par décision des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

3. Les fonctions de Président prennent fin :

- par la démission,
- par la révocation qui peut être décidée à tout moment, par décision de l'assemblée générale des associés prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer le ou les motifs de la révocation et de verser une quelconque indemnité,
- par le décès du dirigeant personne physique ou la mise en liquidation judiciaire du dirigeant personne morale.

En outre, le Président est révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout actionnaire de la société.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU PRESIDENT

1. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées collectivement par les actionnaires.

Il provoque les décisions collectives des actionnaires et les exécute.

Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

2. Les délégués du comité d'entreprise exercent auprès du Président les droits définis par l'article L. 2312-72 du Code du travail.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE PRESIDENT

Toute convention, intervenue directement ou par personne interposée, entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Le commissaire doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque la société ne comprend qu'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Il est interdit au Président, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, Président. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés par décision des actionnaires prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1. Objet :

Les décisions collectives des actionnaires ont pour objet :

- l'extension ou la modification de l'objet social ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
- la nomination et la révocation du Président ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ;

- les opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- la transformation de la société ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la dissolution de la société ;
- l'agrément des cessions d'actions ;
- l'adoption ou la modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un actionnaire notamment en cas de changement de son contrôle ou de fusion, scission ou dissolution dudit actionnaire.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

2. Périodicité des consultations :

Les actionnaires doivent prendre une décision collective au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

3. Participation aux décisions collectives :

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des associés.

L'associé peut se faire représenter par un autre associé lors des assemblées ; il peut aussi voter par correspondance selon les formes réglementaires prescrites au sein des sociétés anonymes.

4. Majorité :

L'unanimité des actionnaires est requise pour les décisions relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires instaurant :

- L'inaliénabilité temporaire des actions ;
- L'agrément de toute cession d'actions ;
- La cession "forcée" des actions d'un actionnaire et la suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire.

La transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite simple requiert également le consentement unanime des actionnaires.

Sauf dispositions expresses des statuts, les autres décisions collectives sont adoptées :

- A la majorité des trois quarts du capital social pour la dissolution de la société et pour toutes autres décisions ayant pour effet de modifier les statuts ;

- A la majorité simple dans le cas contraire.

5. Droits de vote :

Les droits de vote attachés aux actions de capital sont proportionnels à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit au moins à une voix.

6. Modes de consultation :

Les décisions collectives des actionnaires sont prises à l'initiative du Président et, à défaut, à la demande de tout actionnaire.

Les décisions collectives sont prises en assemblées générales, par consultations écrites ou résultent du consentement unanime des actionnaires exprimé dans un acte sous seing privé.

7. Assemblées générales :

La réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels ;
- Modifications du capital social ;
- Toute décision imposant l'intervention des commissaires aux comptes.

L'assemblée générale est convoquée par le Président au moyen d'une lettre simple adressée à chaque actionnaire quinze jours avant la date de la réunion et mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

8. Procès-verbaux

- Procès-verbal d'assemblée :

Toute décision collective des associés prise en assemblée est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

- Consultation écrite :

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux associés, procès-verbaux des décisions collectives.

En même temps qu'il provoque la décision des associés en vue de l'examen et de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, le Président adresse ou remet à chaque associé les comptes annuels, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion du Président (ou du comité de direction) et les textes des résolutions proposées.

A compter de cette communication, tout associé à la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le Président est tenu de répondre également par écrit.

Pour toute autre consultation, le texte des résolutions proposées, le rapport du Président (ou du comité de direction) ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et (ou) des commissaires à compétence particulière, sont adressés ou remis aux associés avant qu'ils ne soient convoqués ou invités à prendre leurs décisions.

ARTICLE 21 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président établit le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.

L'exercice social a une durée de douze mois qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 22 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitula les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

Les actionnaires peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires, lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à cette date, augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la décision collective des actionnaires ou, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter les actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société si la résolution soumise au vote des actionnaires tendant à la poursuite des activités sociales ne recevait pas l'approbation de la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Sous réserve des dispositions de l'article 71 de la loi du 24 juillet 1966, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans ce délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION ANTICIPÉE

La dissolution anticipée de la société peut être décidée par décision collective des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article.

ARTICLE 25 – LIQUIDATION

1. Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation de la société obéira aux règles ci-après.
2. Les associés nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions collectives, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des dirigeants et, sauf décision contraire des actionnaires, à celles des commissaires aux comptes.

Les associés peuvent toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3. Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4. Au cours de la liquidation, les associés sont consultés aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles 411 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

Les associés sont valablement consultés par un liquidateur ou par des associés représentant au moins le dixième du capital social.

Les associés délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5. En fin de liquidation les associés statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de consulter les associés, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette consultation.

Si les associés ne peuvent délibérer, ou s'ils refusent d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6. Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie dans les mêmes proportions qu'à l'alinéa précédent.

ARTICLE 26 – TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 27 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Fin des statuts mis à jour